

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 bd Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 16/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SETP**

Route de Villers la Faye  
21700 Comblanchien

Références : 2024-464  
Code AIOT : 0005400097

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement SETP implanté Route de Villers La Faye Carrière dite B 21700 Comblanchien. L'inspection a été annoncée le 10/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle a pour principaux objectifs de traiter les suites de la précédente inspection, et de faire le point sur la production de la carrière.

Le référentiel réglementaire de la visite est le suivant :

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (ex-LPB, ex-SOGEPIERRE) du 20/11/2013 (APA1) - Concession A

- Arrêté préfectoral du 31/03/2020 portant mutation de l'APA1 au profit de SETP (APC1)
- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (SETP) du 20/11/2013 (APA2) - Concession B
- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (ex-SCB) du 20/11/2013 (APA3) - Concession C
- Arrêté préfectoral du 08/01/2016 portant mutation de l'APA3 au profit de SETP (APC2)
- Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières (AM1)

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETP
- Route de Villers La Faye Carrière dite B 21700 Comblanchien
- Code AIOT : 0005400097
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le bassin carrier de Comblanchien est partagé en trois concessions de carrières, désormais toutes exploitées par la société SETP.

Le fonctionnement des installations est réglementé par un arrêté préfectoral pour chaque concession.

Le porter-à-connaissance déposé en février 2022 par la société SETP vise notamment à proposer un plan de phasage d'extraction et un plan de phasage du défrichement fusionné et adapté à l'exploitation des 3 concessions par un même exploitant, afin de permettre d'encadrer le fonctionnement des installations par un seul arrêté préfectoral d'autorisation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Production	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 1.2.1 et 1.2.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
2	Stériles d'exploitation de la carrière et des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 5.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Hauteur des fronts – largeur des banquettes	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 2.4.5.1 et 2.4.5.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suivi des quantités extraites et vendues	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 2.4.8	/	Sans objet
5	Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 9.2.1.1 + 19 de l'AM du 22/09/1994	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les productions annuelles déclarées par la société SETP pour la période 2018 à 2023 sont inférieures aux valeurs maximales autorisées. La moyenne des productions déclarées sur la période 2019 à 2023 est également inférieure aux valeurs moyennes autorisées. Des précisions sont toutefois nécessaires quant à la quantité de gisement restante et accessible autorisée par les arrêtés préfectoraux d'autorisation déclarée sous GEREP et les quantités de stériles générées annuellement.

Il a été constaté la présence de fronts de plus de 15 m sur la carrière alors que l'exploitant ne dispose pas à ce jour d'autorisation spéciale du préfet pour de tels fronts en application de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. Cette autorisation spéciale a toutefois été sollicitée en 2022 et cette demande a été complétée le 08/10/2024 et le 20/12/2024.

Enfin, des dispositions complémentaires pourront être envisagées dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral en cours d'élaboration pour encadrer le fonctionnement des installations par un seul arrêté préfectoral d'autorisation, de manière à mieux encadrer le contrôle et le suivi des stériles issus du traitement des matériaux extraits sur la carrière dans l'installation de traitement contiguë exploitée par CBS.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 1.2.1 et 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Production
<b>Prescription contrôlée :</b>
<b><u>Articles 1.2.1 et 1.2.3 des AP du 20/11/2013 relatifs aux 3 concessions - Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production</u></b>
La synthèse des 3 arrêtés préfectoraux d'autorisation concernant les capacités autorisées, correspondant à la somme des capacités autorisées pour chacune des 3 concessions, est la suivante :

Type de production	Valeur figurant dans l'AP de la concession A	Valeur figurant dans l'AP de la concession B	Valeur figurant dans l'AP de la concession C	Synthèse des 3 AP
Volume annuel maximum en pierres ornementales brutes	16 000 m <sup>3</sup> /an soit 43 200 t/an	16 000 m <sup>3</sup> /an soit 43 200 t/an	35 000 m <sup>3</sup> /an soit 94 500 t/an	67 000 m <sup>3</sup> /an soit 180 900 t/an
Volume annuel maximum en pierres ornementales commercialisables	4 000 m <sup>3</sup> /an soit 10 000 t/an	4 000 m <sup>3</sup> /an soit 10 800 t/an	7 000 m <sup>3</sup> /an soit 18 900 t/an	15 000 m <sup>3</sup> /an soit 39 700 t/an
Tonnage annuel maximum de granulats issus de la découverte	300 000 t/an	250 000 t/an	700 000 t/an	1 250 000 t/an
Volume annuel moyen en pierres ornementales brutes, calculé sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté.	12 000 m <sup>3</sup> /an soit 32 400 t/an	12 000 m <sup>3</sup> /an soit 32 400 t/an	17 500 m <sup>3</sup> /an soit 47 250 t/an	41 500 m <sup>3</sup> /an soit 112 050 t/an
Volume annuel moyen en pierres ornementales commercialisables	3 000 m <sup>3</sup> /an soit 8 100 t/an	3 000 m <sup>3</sup> /an soit 8 100 t/an	3 500 m <sup>3</sup> /an soit 9 450 t/an	9 500 m <sup>3</sup> /an soit 25 650 t/an

commercialisables				
Tonnage annuel moyen de granulats issus de la découverte, calculé sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté.	200 000 t/an	210 000 t/an	300 000 t/an	710 000 t/an
Tonnage total de matériaux à extraire	7 272 000 t	6 972 000 t	10 418 000 t	24 662 000 t

[Périodes définies aux articles 1.6.2 : de 2013 à 2018, de 2018 à 2023, de 2023 à 2028, ...]

#### Constats :

La société SETP étant autorisée à exploiter les 3 concessions de la carrière, et un dossier de porter-à-connaissance étant en cours d'instruction pour la fusion des 3 arrêtés préfectoraux d'autorisation, l'analyse de la production de la carrière sur la dernière phase quinquennale écoulée (2019 à 2023\*) est réalisée par rapport à ces valeurs totales et non par concession.

*\* l'arrêté préfectoral d'autorisation fait référence à la période de 2018 à 2023, car il prend en compte le fait que les changements de phases interviennent en cours d'année, à la date anniversaire de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois, les productions sont suivies en années calendaires via les déclarations GEREP. Les arrêtés préfectoraux d'autorisation étant datés du 20/11/2013, l'analyse sur la 2<sup>e</sup> période quinquennale d'exploitation est réalisée sur la période 2019 à 2023 dans le cadre de la présente visite, l'année 2018 est toutefois mentionnée à titre indicatif.*

Selon les déclarations GEREP de l'exploitant et les éléments transmis par courriel du 15/11/2024, les productions annuelles (arrondies à l'unité) des années 2018 à 2023 cumulées sur les 3 concessions sont les suivantes :

		2023	2022	2021	2020	2019	2018

Quantité restant et accessible du gisement autorisée par l'AP, au 31 décembre («réserve restante certaine »)	kt	19901	20551	21159	21961	22578	23154
Quantité annuelle de granulats produits	kt	588	568	755	570	170	89
Quantité annuelle de roches ornementales et de construction (brutes) produite	kt	62	39	47	46	58	54
Total dont quantité de stériles générées	kt	651	608	802	616	576	567

Au vu de ces éléments et des échanges lors de l'inspection, il apparaît que :

- Les quantités de roches ornementales et de construction brutes produites annuellement depuis 2018 sont inférieures à la quantité annuelle maximale autorisée de 180 900 t/an ;
- la moyenne des quantités de roches ornementales et de construction brutes produites sur la période 2019 à 2023 est de 50 400 t/an, ce qui est inférieur à la quantité annuelle moyenne autorisée de 112 050 t/an ;
- les quantités totales de matériaux extraits annuellement (correspondant au « total dont quantité de stériles générées de l'année N », calculé à partir de la « quantité restante et accessible du gisement autorisé de l'année (N-1) » à laquelle on soustrait le « total dont quantité de stériles générées de l'année N ») depuis 2018 sont inférieures à la somme de la quantité totale maximale en pierres ornementales brutes (180 900 t/an) et de la quantité totale maximum de granulats issus de la découverte (1 250 000 t/an) ;
- la moyenne de la quantité totale de matériaux extraits sur la période 2019 à 2023 est de 650,6 kt, ce qui est inférieur à la somme de la quantité totale moyenne en pierres ornementales brutes (112 050 t/an) et de la quantité totale moyenne de granulats issus de la découverte (710 000 t/an) ;
- selon les déclarations de l'exploitant, les notions de « blocs marchands » ou de « blocs marchands commercialisables » ne seraient plus adaptées au fonctionnement de la carrière, les suivis des productions étant désormais réalisés sur d'autres bases (cf. point de contrôle « Suivi des quantités extraites et vendues ») ;
- **la quantité de gisement restante et accessible déclarée depuis 2018 apparaît particulièrement élevée, notamment considérant que le gisement restant à exploiter déclaré en 2018 (soit 5 ans après les arrêtés d'autorisation) n'est inférieur au gisement total exploitable que de 152 000 t, ce qui n'apparaît pas cohérent de prime abord et nécessite d'être vérifié et justifié par l'exploitant.**

**DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE** : il est demandé à l'exploitant de vérifier et justifier la quantité de gisement restante et accessible autorisée par les arrêtés préfectoraux d'autorisation (et non le gisement géologique potentiellement exploitable) à la date du 31/12/2024 (correspondant à la date pour laquelle la prochaine déclaration GERE est prévue).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

## N° 2 : Stériles d'exploitation de la carrière et des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de la carrière

Prescription contrôlée :

**Chapitre 5.1 des AP du 20/11/2013 relatifs aux 3 concessions - Principes de gestion des déchets inertes et terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière et des installations de traitement**

La synthèse des 3 arrêtés préfectoraux d'autorisation concernant les stériles d'exploitation, correspondant à la somme des capacités autorisées pour chacune des 3 concessions, est la suivante :

Les principaux déchets inertes et terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière



proviennent : du décapage des terrains, des stériles d'exploitation, des fines de lavage,.....

La quantité de stockage maximale de déchets inertes et de terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière est limitée à 1 831 850 m<sup>3</sup> de stérile d'exploitation et 30 100 m<sup>3</sup> de terre végétale.

Les zones prévues pour le stockage de déchets inertes et terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière sont:

- merlons périphériques ;
- réalisation et entretien des pistes de circulation, dont merlons de sécurité ;
- zones de remblayage prévues dans le cadre de la remise en état du site.

Les boues de décantation sont recyclées dans l'installation de traitement des matériaux présentes sur le secteur carrier.

#### **Article 5.1.1 des AP du 20/11/2013 relatifs aux 3 concessions -Stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant de l'exploitation des carrières**

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. [...]

#### **Articles 2.6.3.4 des APA du 20/11/2013 - Remblayage de la carrière**

Le remblayage de la carrière par apport de matériaux extérieurs est interdit.

[NOTA : la rédaction des dispositions des chapitres 5.1, articles 5.1.1 et 2.6.3.4 des arrêtés préfectoraux du 20/11/2013 sont identiques pour les 3 concessions]

#### **Constats :**

La société SETP étant autorisée à exploiter les 3 concessions de la carrière, et un dossier de porter-à-connaissance étant en cours d'instruction pour la fusion des 3 arrêtés préfectoraux d'autorisation, l'analyse sur les stériles d'exploitation est réalisée par rapport aux valeurs totales et non par concession.

Selon les déclarations GERE de l'exploitant et les éléments transmis par courriel du 15/11/2024, les quantités de stériles générés annuellement (arrondies à l'unité) des années 2018 à 2023 cumulées sur les 3 concessions sont les suivantes :

		2023	2022	2021	2020	2019	2018
Quantité annuelle de stériles générée	kt	0	0	0	0	348	424

Au vu de ces éléments et des échanges lors de l'inspection, il apparaît que :

- L'activité d'extraction ne générerait que très peu de stériles, ce qui n'est pas cohérent avec les éléments du porter-à-connaissance transmis le 08/10/2024, et plus particulièrement le plan de gestion des déchets d'extraction qui indique qu'un volume de 1 106 500 m<sup>3</sup> de plaquettes calcaires sera utilisé pour la mise en place de l'éperon central, le remblaiement sud-est et pour la remise en état du site. Cela n'est pas non plus cohérent avec les dispositions des arrêtés préfectoraux réglementant le fonctionnement de la carrière qui prévoient des volumes importants de stériles d'exploitation (à mettre en relation avec les volumes extraits).

**DEMANDE DE JUSTIFICATIF :** Il est demandé à l'exploitant de veiller à déclarer les quantités de stériles effectivement générés annuellement dès la déclaration GERE à réaliser au titre de l'année 2024, les stériles issus du traitement des matériaux de la carrière par les installations de traitement de CBS, et ramenés sur la carrière pour le remblaiement, étant à considérer comme des stériles issus de l'exploitation de la carrière.

- **NON CONFORMITÉ :** Les stériles générés par le traitement des matériaux extraits sur la carrière dans l'installation de traitement contiguë exploitée par CBS ne font pas l'objet d'un contrôle et d'un suivi par SETP, tant sur les aspects qualitatifs que quantitatifs, ce qui ne permet pas de garantir que le remblaiement de la carrière n'est pas susceptible de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines

L'analyse des dispositions applicables aux stériles générés par le traitement des matériaux extraits sur la carrière dans l'installation de traitement contiguë exploitée par CBS, réalisée après la visite, conduit à ce que ces stériles peuvent ne pas être considérées comme des déchets inertes extérieurs dès lors qu'ils sont bien issus du traitement des matériaux extraits sur la carrière (sans mélange avec des matériaux/déchets d'autres origines), et qu'ils n'ont pas subi de traitement dans une autre installation que celle susvisée, précisions qui ne figurent pas explicitement dans les

une autre installation que celle susvisée, précisions qui ne figurent pas explicitement dans les arrêtés préfectoraux réglementant à ce jour le fonctionnement de la carrière.

**PRESCRIPTIONS INSUFFISANTES** : De manière plus générale, il apparaît que les dispositions figurant dans les arrêtés préfectoraux du 20/11/2013, relatives aux stériles issus du traitement des matériaux extraits sur la carrière dans l'installation de traitement exploitée par CBS, sont insuffisantes pour encadrer le suivi et le contrôle par SETP de leur qualité et des quantités produites. Des dispositions complémentaires pourront donc être intégrées au projet d'arrêté préfectoral en cours d'élaboration pour encadrer le fonctionnement de la carrière par un seul arrêté préfectoral d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

### N° 3 : Suivi des quantités extraites et vendues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 2.4.8

Thème(s) : Situation administrative, Production

Prescription contrôlée :

#### **Article 2.4.8 des APA du 20/11/2013 - Contrôles par des organismes extérieurs**

L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues.

*[NOTA : la rédaction des dispositions des articles 2.4.8 des arrêtés préfectoraux du 20/11/2013 sont identiques pour les 3 concessions, sauf en ce qui concerne le bascule qui n'est pas imposé pour la concession A]*

Constats :

Selon les déclarations de l'exploitant, le suivi des quantités produites sur la carrière est réalisé de la manière suivante :

- le volume total extrait sur l'année est calculé par le géomètre par « comparaison » via un traitement informatique des relevés topographiques réalisés annuellement,
- ce traitement informatique permet également de déterminer les volumes extraits dans :
  - les bancs de découverte (au-dessus de la cote moyenne de 292 m NGF dans la concession A et 294 m NGF dans les concessions B et C),
  - le banc marbrier (en dessous des cotes susmentionnées) ;
- la quantité de blocs bruts transférée vers les usines est mesurée grâce à un système de pesage embarqué sur les fourches des chargeuses, qui permet aux opérateurs de relever la masse de chacun des blocs transféré de la zone d'extraction vers l'une des usines de la carrière ou qui est directement expédié en l'état à un client ;
- le volume de stériles générés est estimé annuellement par le sous-traitant CBS qui est chargé des opérations de remblaiement de la carrière pour le compte de SETP (à partir des stériles issus des tirs de mines et des stériles provenant de l'installation de traitement pour les matériaux en provenance de la carrière SETP) ;
- le volume de granulats produits à partir des matériaux extraits sur la carrière est calculé par soustraction de la quantité de blocs bruts transférée vers les usines (ou vendus) et de

la quantité de stériles au volume total annuel extrait.

L'exploitant indique que la seule bascule présente sur le bassin carrier et celle située sur l'installation de traitement exploitée par CBS, mais qu'elle n'est pas utilisée pour le suivi des quantités extraites sur la carrière.

**PRESCRIPTIONS A METTRE A JOUR :** Les dispositions figurant dans les arrêtés préfectoraux du 20/11/2013 pourront être mises à jour dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral en cours d'élaboration pour encadrer le fonctionnement de la carrière par un seul arrêté préfectoral d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 4 : Hauteur des fronts – largeur des banquettes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 2.4.5.1 et 2.4.5.3

**Thème(s) :** Autre, Stabilité des fronts

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

**Article 2.4.5.1 des APA du 20/11/2013 - Extraction de la découverte des bancs marbriers**

Les matériaux de découverte sont extraits par tirs de mines en laissant en place des gradins d'une hauteur ne pouvant excéder 15 m séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 15 m en cours d'exploitation, pouvant être réduite à 10 m à terme d'extraction. Les paliers sont inclinés selon une pente maximale de 90 degrés.

**Article 2.4.5.3 des APA du 20/11/2013 - Extraction du banc marbrier**

Le front de taille peut comprendre un à plusieurs paliers de 15 m de hauteur maximale chacun, et séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 5 mètres.

**Article 11.6 de l'AM du 22/09/1994 - Front d'abattage**

Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

*[NOTA : la rédaction des dispositions des articles 2.4.5.1 et 2.4.5.3 des arrêtés préfectoraux du 20/11/2013 est identique pour les 3 concessions de la carrière]*

**Constats :**

> Concession A : Lors des inspections de 2021 et 2023, il a été constaté la présence de fronts d'une hauteur supérieure à 15 m en différents endroits de la concession A. L'exploitant avait

présenté les travaux réalisés ou en cours pour réduire la hauteur des fronts du banc marbrier à moins de 15 m, consistant notamment à la mise en place d'un remblai en pied de front, et indiqué que la demande d'autorisation spéciale du préfet déposée en 2022 visait à pouvoir conserver une hauteur supérieure à 15 m sur les autres fronts.

La concession A ne semblant pas être prise en compte dans la demande d'autorisation spéciale déposée en 2022, la demande de compléments adressée à l'exploitant le 01/12/2023 a demandé que le périmètre exact sur laquelle porte la demande soit clarifié. Par courrier du 08/10/2024, l'exploitant a transmis des compléments semblant désormais intégrer la concession A de la carrière.

Le sujet de la hauteur des fronts supérieurs à 15 m est traité dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation spéciale instruite de manière disjointe à la présente inspection.

> Concessions B et C : Lors des inspections de 2021 et 2023, il a été constaté que des fronts présentaient une hauteur atteignant 20 m pour le front supérieur, 17 m pour le front intermédiaire, et plus de 20 m pour le front inférieur.

Le 09/05/2022, l'exploitant a déposé une étude de stabilité afin de solliciter une autorisation spéciale afin que la hauteur de certains fronts soit supérieure à 15 m (Cf. article 11.6 de l'AM du 22/09/1994). Cette étude a fait l'objet d'une demande de compléments le 01/12/2023. Par courrier du 08/10/2024, l'exploitant a transmis des compléments qui sont en cours d'instruction de manière distincte à la présente visite.

Cette étude sollicite une autorisation spéciale du préfet pour les fronts situés dans la découverte. Cependant, la configuration des fronts marbriers envisagée dans l'étude de stabilité jointe aux compléments du 08/10/2024 pour la période d'exploitation de la carrière est la suivante : talus de 7 m de hauteur entrecoupés de banquettes de 6 m de largeur (soit une pente intégratrice de l'ordre de 50°). Il n'est donc pas demandé d'autorisation spéciale du préfet pour les fronts du banc marbrier.

Or, au vu du plan topographique du 31/01/2024 et des constats lors de la visite, il apparaît que le front dans le banc marbrier présente une hauteur pouvant atteindre 22 m sans banquette intermédiaire de 5 m, ce qui n'est pas conforme à la configuration prévue dans l'étude de stabilité jointe aux compléments du 08/10/2024, et n'a pas non plus fait l'objet d'une demande d'autorisation spéciale du préfet afin que la hauteur des fronts du banc marbrier soit supérieure à 15 m (seul un « nota » figure dans le dossier transmis, pour indiquer que « les front actuels, anciens, localement pentés à 65/70 ° moyens sont provisoires et ont vocation à être repris. »).

Lors de la visite, l'exploitant indique qu'il estime à environ 5 à 7 ans le temps nécessaire à la reprise des fronts pour qu'ils respectent la configuration prévue dans l'étude de stabilité jointe aux compléments du 08/10/2024. Il s'est engagé à communiquer rapidement une demande d'autorisation spéciale du préfet pour les fronts du banc marbrier pour la période nécessaire à leur reprise.

Par courrier du 20/12/2024, l'exploitant a complété sa demande d'autorisation spéciale pour le front dans le banc marbrier sur une période de 10 ans.

Il convient de noter que l'étude de stabilité indique par ailleurs, pour les calcaires marbriers, que « les risques d'instabilité des fronts sont quasi-nuls, quel que soit le secteur ».

Le sujet de la hauteur des fronts supérieurs à 15 m est traité dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation spéciale instruite de manière disjointe à la présente inspection.

**NON-CONFORMITÉ :** Il a été constaté la présence de fronts de plus de 15 m sur la carrière alors que l'exploitant ne dispose pas à ce jour d'autorisation spéciale du préfet pour de tels fronts en application de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. Cette autorisation spéciale a toutefois été sollicitée en 2022 et cette demande a été complétée le 08/10/2024 et le 20/12/2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'action corrective demandée est fonction des suites qui seront données à la demande d'autorisation spéciale et des engagements pris par l'exploitant dans le dossier correspondant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 9.2.1.1 + 19 de l'AM du 22/09/1994

**Thème(s) :** Risques chroniques, Retombées de poussières dans l'environnement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

##### **Article 9.2.1.1 des APA du 20/11/2013 - Réseau de retombées de poussières**

Un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement, conforme à la norme NF X 43-007, est mis en place.

L'exploitant propose à l'Inspecteur des Installations Classées, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un programme de surveillance des retombées de poussières émises par le site (nombre et emplacement des points de mesure, modalités de mesures et de transmission des résultats, ...).

Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 5, sont disposés et exploités en accord avec l'inspection des installations classées. Le réseau mis en place devra comprendre un point de référence utilisable pour chaque direction principale des vents identifiée par la station Météo France la plus proche. Des capteurs sont disposés au niveau des habitations et des vignes proches de la carrière.

Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées :

- Une fois par mois durant les trois mois d'été,
- Une fois par trimestre en dehors de la période estivale.

En fonction des résultats obtenus sur une période probante, le nombre de points de mesure et la fréquence des mesures pourront être modifiés après accord de l'inspection des installations classées.

Les résultats de mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des

installations classées.

#### **Article 19 de l'AM du 22/09/1994**

**19.6.** [...] Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

**19.7.** - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

#### **Constats :**

Par courriel du 08/10/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les compléments au dossier de porter-à-connaissance comprenant la synthèse des campagnes de mesure des retombées de poussières pour l'année 2023. Ces éléments sont communs à la carrière SETP de Comblanchien et à l'installation de traitement voisine exploitée par la société CARRIÈRES BOURGOGNE SUD (CBS).

L'analyse des résultats de mesure de poussières dans le cadre de la présente inspection est réalisée au regard des dispositions applicables à la société SETP (différentes de celles applicables aux installations de la société CBS), elle n'est donc valable que pour la carrière SETP.

#### **Résultats des mesures**

Le rapport des mesures de retombées de poussières de 2023 indique que les mesures ont été réalisées selon la norme NF X 43-014, correspondant à celle visée par l'arrêté ministériel du 22/09/1994, et qui paraît désormais plus adaptée que celle visée par les arrêtés préfectoraux réglementant le fonctionnement de la carrière. Les mesures ont été réalisées sur une durée de 31 jours pour la mesure réalisée en février 2023, et 30 jours pour la mesure réalisée en juillet 2023.

Suite à la demande de compléments formulée en 2022, les modalités de calcul de la moyenne glissante apparaissent avoir été modifiées et ne prendre en compte que les valeurs sur l'année précédente ( et non 2 années lorsque la fréquence de mesure est semestrielle). La moyenne annuelle glissante de la jauge de type b est inférieure à 500 mg/m<sup>2</sup>.

#### **Fréquence de mesure**

Dans le cadre de la visite du 12/09/2023, l'inspection a donné son accord pour que les mesures des retombées de poussières soient réalisées à une fréquence semestrielle ; toutefois, si un résultat excède la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/j, la fréquence prévue à l'article 9.2.1.1 des arrêtés préfectoraux redeviendra applicable.

Les mesures ont été réalisées à une fréquence semestrielle en 2023 (février 2023 et juillet 2023).  
Aucun résultat n'a excédé 500 mg/m<sup>2</sup>/j.

**Type de suites proposées :** Sans suite